IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

OBSERVATOIRE
géopolitique du religieux

LÉON XIV EN AMÉRIQUE LATINE : HÉRITAGES PONTIFICAUX, RECOMPOSITIONS DU CATHOLICISME ET ENJEUX GÉOPOLITIQUES

François Mabille / Chercheur associé à l'IRIS,
directeur de l'Observatoire géopolitique du religieux

Novembre 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



François Mabille / Chercheur associé à l'IRIS,
directeur de l'Observatoire géopolitique du religieux

François Mabille est chercheur associé à l'IRIS, politologue, spécialiste de géopolitique des religions, secrétaire général de la Fédération internationales des universités catholique (FIUC) depuis 2016. Il dirige l'Observatoire géopolitique du religieux de l'IRIS.

François Mabille a été Professeur (HDR) de sciences politiques à l'Université Catholique de Lille (2010-2016) et chercheur statutaire au Groupe Sociétés, Religions, Laïcité du Centre National de la Recherche Scientifique.

Dernier ouvrage publié : *Les voyages des papes en France, de Jean-Paul II à Léon XIV* (Éditions Le Cygne, Août 2026).

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE GÉOPOLITIQUE DU RELIGIEUX

Sous la direction de **François Mabille**, politologue, spécialiste de géopolitique des religions, cet observatoire a pour objectif de bâtir l'édifice nécessaire pour une compréhension saine et exacte des enjeux s'imposant au monde contemporain à travers les questions du Sacré.

Ses prérogatives sont : identification et explicitation des points crisogènes contemporains ; suggestions pour éviter à ces derniers de prendre des dimensions incontrôlables ; retours sur des exemples historiques permettant de mieux comprendre les logiques du moment.

L'Observatoire est co-animé avec le Centre international de recherche et d'aide à la décision (CIRAD-FIUC).

---

iris-france.org

@InstitutIRIS

@InstitutIRIS

institut_iris

IRIS

IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

© IRIS - Tous droits réservés

Du 6 au 17 novembre 2026, le pape Léon XIV effectuera un voyage en Uruguay, en Argentine et au Pérou, premier grand déplacement latino-américain d'un pontife dont la trajectoire personnelle est profondément liée à cette région du monde, mais dont l'élection, en mai 2025, avait également constitué une nouveauté dans l'histoire de la papauté puisque, pour la première fois, un religieux né aux États-Unis et ayant longtemps exercé son ministère au Pérou accédait au siège de Pierre. Ce déplacement présente plusieurs caractéristiques qui dépassent son importance pastorale immédiate, tant il intervient à un moment de recomposition du paysage religieux latino-américain, de transformation des rapports entre les Églises et les États, mais également d'interrogations sur l'orientation d'un pontificat dont les premières interventions ont confirmé plusieurs héritages de François sans que soit encore complètement précisée la manière dont Léon XIV entend inscrire ces orientations dans le gouvernement de l'Église universelle.

L'Amérique latine conserve une place particulière dans la géographie catholique mondiale, non seulement en raison du nombre de fidèles qui continuent de s'y reconnaître dans le catholicisme, malgré un recul désormais bien documenté de l'appartenance religieuse, mais aussi parce que ce continent a constitué, depuis la seconde moitié du XXe siècle, l'un des principaux espaces de renouvellement de la réflexion théologique, des pratiques pastorales et des modes d'intervention publique de l'Église. Les conférences épiscopales de Medellín, Puebla, Saint-Domingue et Aparecida ont accompagné des transformations profondes, tandis que les conflits autour de la théologie de la libération, l'émergence des communautés ecclésiales de base, les engagements catholiques en faveur des droits humains ou encore les débats plus récents sur l'Amazonie et la synodalité ont largement dépassé leur cadre continental[1].

Cette histoire ne peut cependant être réduite à celle des relations entre Rome et les épiscopats nationaux. Le catholicisme latino-américain s'est également structuré à travers des congrégations religieuses, des mouvements de laïcs, des universités, des organisations de solidarité, des réseaux de défense des droits humains et des communautés locales qui ont entretenu des relations internationales parfois indépendantes des orientations politiques des gouvernements comme des arbitrages de l'autorité romaine. Cette pluralité d'acteurs explique une partie de sa capacité d'influence et de sa résilience, y compris lorsque les sociétés

[1] Voir notamment John Frederick Schwaller, The History of the Catholic Church in Latin America: From Conquest to Revolution and Beyond (New York : New York University Press, 2011) ; Christian Smith, The Emergence of Liberation Theology: Radical Religion and Social Movement Theory (Chicago : University of Chicago Press, 1991) ; Michael Löwy, La Guerre des dieux. Religion et politique en Amérique latine (Paris : Éditions du Félin, 1998) ; Daniel H. Levine, Popular Voices in Latin American Catholicism (Princeton : Princeton University Press, 1992) ; Jean-Pierre Bastian, Le protestantisme en Amérique latine. Une approche socio-historique (Genève : Labor et Fides, 1994).

latino-américaines ont été traversées par des conflits idéologiques ou par des processus de fragmentation politique[2].

L'analyse du voyage de Léon XIV suppose donc de le replacer dans cette histoire longue, en revenant sur les orientations successivement données à la présence pontificale par Jean-Paul II, Benoît XVI et François, avant d'examiner les enjeux propres à son déplacement et les contextes politiques et religieux des trois pays visités, dont les différences sont suffisamment importantes pour permettre d'observer plusieurs modalités contemporaines de relations entre catholicisme, démocratie et pouvoir politique.

DE JEAN-PAUL II À FRANÇOIS : L'AMÉRIQUE LATINE DANS LES TRANSFORMATIONS DE LA PAPAUTÉ CONTEMPORAINE

Jean-Paul II : la consolidation de l'Église latino-américaine dans un continent traversé par les affrontements idéologiques

Lorsque Jean-Paul II effectue son premier voyage en Amérique latine, en janvier 1979, à l'occasion de la troisième conférence générale de l'épiscopat latino-américain réunie à Puebla, la région demeure profondément marquée par les affrontements de la guerre froide, par l'existence de dictatures militaires dans une grande partie du continent et par des conflits sociaux dont les expressions révolutionnaires ont contribué à transformer les relations entre catholicisme et politique. L'importance accordée par le pape polonais à l'Amérique latine apparaît dès lors comme un choix qui engage à la fois l'avenir de l'Église et sa place dans les transformations politiques internationales. Le contexte ecclésial est lui-même particulièrement complexe. La conférence de Medellín, en 1968, avait engagé une réception latino-américaine du concile Vatican II en accordant une attention nouvelle aux inégalités structurelles, à la pauvreté et aux situations de dépendance économique et politique, donnant une légitimité institutionnelle à des orientations qui trouveront des prolongements dans la théologie de la libération, les communautés ecclésiales de base et les engagements de nombreux religieux et laïcs auprès des populations marginalisées. Ces évolutions avaient également suscité des tensions au sein des épiscopats, notamment sur les rapports entre

[2] François Mabille, *Émergence et histoire du CCFD, 1959-1969* (Paris : CCFD, 1999) : 103 ; « L'action humanitaire comme registre d'intervention de l'Église catholique sur la scène internationale : l'exemple du CCFD », *Genèses*, n° 48, 2002 : 30-51 ; « Brève histoire du partenariat au Comité catholique contre la faim et pour le développement », *Humanitaire*, n° 26, septembre 2010 ; *Religion et sécularisation : la professionnalisation du CCFD durant les années 70*(Paris : CCFD, 2012) : 183

évangélisation, engagement révolutionnaire et usage des catégories marxistes dans l'interprétation des réalités sociales.

Le pape polonais s'inscrit dans ce contexte en cherchant à préserver la légitimité de l'engagement social de l'Église tout en réaffirmant les limites doctrinales et institutionnelles qu'il entend lui assigner. Les interventions romaines sur la théologie de la libération, notamment les instructions publiées en 1984 et 1986 sous la responsabilité du cardinal Joseph Ratzinger, doivent être comprises dans cette perspective, qui ne consiste pas à condamner l'ensemble des aspirations à la justice sociale, mais à contester certaines interprétations théologiques et formes d'articulation entre christianisme et projet révolutionnaire. Cette position nourrit néanmoins des tensions durables avec des secteurs du catholicisme latino-américain qui considèrent l'engagement auprès des pauvres comme une exigence inséparable de l'évangélisation[3].

Les nombreux déplacements de Jean-Paul II témoignent de cette double préoccupation[4]. Au Nicaragua, en 1983, son voyage intervient au cœur des affrontements entre le gouvernement sandiniste, ses opposants et les puissances extérieures, tandis qu'au Chili, en 1987, sa présence prend place dans une société encore gouvernée par Augusto Pinochet, mais où l'Église catholique, notamment à travers le Vicariat de la solidarité, a joué un rôle important dans la défense des victimes de la répression et dans la préservation d'espaces d'expression de la société civile. En Argentine, au Paraguay et dans plusieurs pays d'Amérique centrale, les voyages pontificaux accompagnent également les transitions démocratiques, les conflits armés et les processus de réconciliation, sans que les relations entre les épiscopats et les pouvoirs politiques puissent être ramenées à un modèle uniforme.

Il convient ici de distinguer la diplomatie pontificale des engagements catholiques transnationaux qui se sont développés durant cette période. Des organisations de solidarité européennes, parmi lesquelles le CCFD en France, ont entretenu des relations avec des communautés ecclésiales, des organisations paysannes, des associations de défense des droits humains et des militants confrontés à la répression, contribuant à maintenir des circulations d'informations, des soutiens matériels et des réseaux de protection lorsque les

[3] Sur les origines, les développements et les controverses suscitées par les théologies de la libération, voir René Marlé, *Introduction à la théologie de la libération*(Paris : Desclée de Brouwer, 1988) ; Michael Löwy, *La Guerre des dieux. Religion et politique en Amérique latine* (Paris : Éditions du Félin, 1998) ; Maurice Cheza, Luis Martínez Saavedra et Pierre Sauvage (dir.), *Dictionnaire historique de la théologie de la libération* (Namur : Lessius, 2017) ; Christian Smith, *The Emergence of Liberation Theology: Radical Religion and Social Movement Theory* (Chicago : University of Chicago Press, 1991).

[4] Sur les dimensions ecclésiales, politiques et diplomatiques des voyages de Jean-Paul II, voir Christine de Montclos, *Les voyages de Jean-Paul II. Dimensions sociales et politiques* (Paris : Le Centurion, 1990) ; Anne Haller, *Jean-Paul II et l'Amérique latine. La politique religieuse du Saint-Siège : mise au pas, restauration, dynamiques* (Paris : L'Harmattan, 2008) ; Marcel Merle et Christine de Montclos, *L'Église catholique et les relations internationales* (Paris : Le Centurion, 1988).

relations diplomatiques étaient contraintes ou lorsque les gouvernements cherchaient à isoler leurs opposants. Cette dimension de l'internationalisme catholique, souvent moins visible que les interventions publiques des papes, constitue pourtant l'une des caractéristiques essentielles de la présence internationale de l'Église, dont l'influence ne dépend pas exclusivement de l'autorité romaine mais également d'une infrastructure relationnelle et institutionnelle inscrite dans la longue durée.

Le déplacement de Jean-Paul II à Cuba en 1998 illustre une autre dimension de cette diplomatie, dans un contexte où la disparition du bloc soviétique n'a pas mis fin aux tensions entre le régime cubain, les États-Unis et une partie de la société insulaire. Le pape y défend la liberté religieuse et les droits de l'Église tout en critiquant les effets de l'isolement international, confirmant la volonté du Saint-Siège de préserver une capacité d'interlocution avec des régimes politiques dont il ne partage pas les fondements idéologiques.

L'ensemble de ces voyages contribue à consolider la place de l'Église latino-américaine dans le catholicisme mondial, tout en réaffirmant la centralité de Rome dans la régulation des orientations théologiques et pastorales. Il accompagne cependant une transformation progressive des conditions de cette présence, dans un continent où les transitions démocratiques, la mondialisation économique et la progression des mouvements évangéliques et pentecôtistes commencent à remettre en cause l'identification historiquement dominante entre catholicisme et appartenance nationale.

Benoît XVI : l'identité chrétienne à l'épreuve du pluralisme religieux et de la sécularisation

Les deux déplacements latino-américains de Benoît XVI, au Brésil en 2007 puis au Mexique et à Cuba en 2012, s'inscrivent dans un contexte sensiblement différent, caractérisé par la consolidation des régimes démocratiques dans une grande partie de la région, par l'affirmation de nouvelles puissances économiques émergentes et par une diversification du paysage religieux qui constitue désormais un défi majeur pour les Églises catholiques nationales.

Le voyage de 2007 présente une importance particulière en raison de la cinquième conférence générale de l'épiscopat latino-américain et caribéen, réunie à Aparecida. La question centrale n'est plus seulement celle du positionnement de l'Église face aux affrontements idéologiques ou aux régimes autoritaires, mais celle de sa capacité à transmettre la foi dans des sociétés où l'appartenance catholique ne se reproduit plus nécessairement d'une génération à l'autre et

où les mouvements pentecôtistes offrent de nouvelles formes d'encadrement communautaire, de sociabilité religieuse et d'expérience spirituelle[5].

Benoît XVI inscrit cette réflexion dans une approche théologique attentive à la rencontre personnelle avec le Christ, au rapport entre foi et raison et à la nécessité de ne pas réduire le christianisme à un ensemble de prescriptions morales ou à un programme de transformation sociale. La conférence d'Aparecida ne se limite toutefois pas à une réaffirmation identitaire, puisqu'elle développe également une conception missionnaire de l'Église qui appelle à dépasser une pastorale de conservation pour retrouver une capacité d'initiative dans des sociétés devenues plus pluralistes. Cette orientation est d'autant plus importante qu'elle prépare, sur plusieurs points, les évolutions du pontificat suivant. Le cardinal Jorge Mario Bergoglio joue en effet un rôle majeur dans l'élaboration du document final d'Aparecida, dont les références aux disciples missionnaires, à la religiosité populaire et à la conversion pastorale seront largement reprises après son élection en 2013. La continuité entre Benoît XVI et François est donc plus importante que ne le suggèrent les oppositions habituelles entre deux styles pontificaux, même si leurs manières d'articuler le renouvellement de l'Église avec les transformations sociales demeurent différentes.

Le voyage de 2012 au Mexique et à Cuba confirme cette orientation. Au Mexique, la violence criminelle, les difficultés institutionnelles et les mutations religieuses interrogent simultanément la présence sociale de l'Église et sa capacité de proposition spirituelle, tandis qu'à Cuba, le pape poursuit une diplomatie de dialogue et d'ouverture progressive, dans la continuité des initiatives engagées par Jean-Paul II. Dans une Amérique latine où plusieurs gouvernements de gauche entendent alors refonder les rapports entre l'État, les marchés et les sociétés, et où l'influence économique de la Chine commence à modifier les équilibres régionaux, Benoît XVI privilégie une interprétation des transformations contemporaines à partir des fondements anthropologiques et culturels de la vie collective. Son approche ne

[5] Sur la conférence d'Aparecida et les transformations du catholicisme latino-américain, voir A. Manzatto, « Cinquième Conférence du CELAM. Quelques enjeux théologiques », *Revue théologique de Louvain*, vol. 38, n° 4, 2007 :535-552 ; Olivier Compagnon, « La crise du catholicisme latino-américain », *L'Ordinaire des Amériques*, n° 210, 2008 :9-25 ; Jean-Pierre Bastian, « Les réponses de l'Église catholique à l'expansion du protestantisme en Amérique latine », *L'Ordinaire des Amériques*, n° 210, 2008 : 81-95 ; Jean-Pierre Bastian, « Minorités religieuses et confessionnalisation de la politique en Amérique latine », *Archives de sciences sociales des religions*, n° 97, 1997 :97-114. Voir également le document final de la Ve Conférence générale de l'épiscopat latino-américain et des Caraïbes, *Disciples et missionnaires de Jésus-Christ pour que nos peuples aient la vie en Lui*, Aparecida, 13-31 mai 2007, traduction française du Service national de la Mission universelle de l'Église, Conférence des évêques de France, 2008. Le Document final d'Aparecida est le texte conclusif de la Ve Conférence générale de l'épiscopat latino-américain et des Caraïbes, organisée par le Conseil épiscopal latino-américain (CELAM) du 13 au 31 mai 2007 à Aparecida, au Brésil, et inaugurée par le pape Benoît XVI. Texte de référence pour l'Église latino-américaine, il appelle à un renouveau missionnaire fondé sur la formation de « disciples missionnaires », tout en soulignant l'engagement de l'Église en faveur de la dignité humaine, de la justice sociale et des populations les plus vulnérables. Le cardinal Jorge Mario Bergoglio, futur pape François, joua un rôle central dans sa rédaction, en présidant la commission chargée du document final

néglige pas les questions sociales, mais elle considère que les difficultés politiques et économiques ne peuvent être dissociées d'une interrogation sur la personne humaine et sur les conditions de possibilité d'une vie commune.

François : l'Amérique latine comme matrice d'un projet pour l'Église universelle

L'élection de François, en mars 2013, modifie plus profondément encore la relation entre Rome et l'Amérique latine, puisqu'elle porte à la tête de l'Église un pape dont l'expérience pastorale, les références intellectuelles et les conceptions du gouvernement ecclésial sont directement issues du catholicisme argentin et des évolutions continentales des décennies précédentes. L'Amérique latine cesse ainsi d'être seulement une région vers laquelle se déploie l'activité pontificale pour devenir l'une des principales sources d'inspiration du gouvernement de l'Église universelle. L'exhortation *Evangelii gaudium*, publiée quelques mois après l'élection de François, reprend plusieurs intuitions développées à Aparecida en les inscrivant dans un programme de transformation missionnaire, qui associe la critique de l'autoréférentialité des institutions ecclésiales, l'attention aux périphéries et la volonté de renouveler les relations entre les pasteurs et le peuple de Dieu. Les déplacements de François en Amérique latine permettent de comprendre la portée politique de cette orientation. Au Brésil, en 2013, les Journées mondiales de la Jeunesse mettent en scène une Église appelée à sortir de ses espaces habituels ; en Équateur, en Bolivie et au Paraguay, en 2015, les rencontres avec les mouvements populaires donnent une visibilité internationale à des acteurs sociaux fréquemment situés en marge des dispositifs institutionnels ; à Cuba, la même année, la présence pontificale accompagne le rapprochement engagé entre La Havane et Washington ; en Colombie, en 2017, elle soutient le processus de réconciliation consécutif à l'accord de paix conclu avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ; enfin, au Chili et au Pérou, en 2018, les interventions du pape confrontent l'Église aux questions des abus, de la crédibilité institutionnelle, des populations autochtones et de l'Amazonie.

Le pontificat de François ne saurait cependant être compris à travers la seule succession de ces déplacements. Il s'appuie sur un ensemble d'institutions et de réseaux, parmi lesquels le Conseil épiscopal latino-américain et des Caraïbes (CELAM), les conférences épiscopales, les congrégations religieuses, les organisations caritatives, les universités et les mouvements populaires, dont les initiatives contribuent à donner une profondeur sociale et territoriale aux orientations du magistère. La question amazonienne illustre particulièrement cette articulation entre les différentes échelles de l'action catholique, depuis les communautés locales jusqu'aux nouvelles structures ecclésiales régionales, en passant par les réseaux internationaux de solidarité et de défense des populations autochtones. La place accordée à

la synodalité constitue le prolongement institutionnel de cette perspective. En cherchant à développer des pratiques d'écoute, de participation et de discernement collectif, François entend transformer les relations entre les différentes composantes de l'Église, tout en ouvrant un débat sur les conditions d'exercice de l'autorité et sur la place des Églises locales dans un catholicisme dont la diversité culturelle est devenue plus visible. Ce pontificat a également été marqué par des résistances importantes, notamment autour de la réception de certaines orientations pastorales, de la place des femmes, de l'organisation des ministères et des modalités de la réforme institutionnelle. Ces difficultés rappellent que le catholicisme latino-américain n'a jamais constitué un ensemble théologiquement homogène et que l'origine argentine de François ne signifiait nullement l'adhésion unanime des épiscopats du continent à ses initiatives[6]. Le fait qu'il n'ait jamais effectué de voyage pontifical en Argentine, malgré les sollicitations dont il a été l'objet, ajoute une dimension particulière au déplacement prochain de Léon XIV. Celui-ci se rendra dans le pays de son prédécesseur alors même que les débats sur son héritage ecclésial et politique demeurent ouverts, dans une société où le catholicisme conserve une importance historique mais où sa place dans la vie collective a sensiblement évolué.

LÉON XIV EN AMÉRIQUE LATINE : UN DÉPLACEMENT À LA CROISÉE DES ENJEUX ECCLÉSIAUX ET DES RECOMPOSITIONS POLITIQUES DU CONTINENT

Une géographie qui traduit plusieurs priorités du pontificat

Le choix de l'Uruguay, de l'Argentine et du Pérou présente un intérêt particulier dans la mesure où ces trois pays illustrent des configurations religieuses, politiques et institutionnelles sensiblement différentes, tout en permettant à Léon XIV de revenir dans une région dont il possède une connaissance personnelle exceptionnelle parmi les pontifes contemporains. Né aux États-Unis, membre de l'ordre de Saint-Augustin, missionnaire au Pérou à partir des années 1980, puis évêque de Chiclayo entre 2015 et 2023, Robert Francis Prevost a exercé son ministère dans des contextes sociaux et culturels éloignés de ceux qui caractérisent traditionnellement le gouvernement romain de l'Église, avant de devenir préfet du Dicastère pour les évêques et président de la Commission pontificale pour l'Amérique latine. Il est le pape des deux Amériques, et cette trajectoire le distingue de Jean-Paul II et de

[6] François Mabille, *Géopolitique du Vatican. La papauté face à un monde en crise* (Paris : Eyrolles, 2025).

Benoît XVI, dont la connaissance du continent reposait largement sur leurs responsabilités universelles, mais également de François, dont les références latino-américaines étaient indissociables d'une expérience argentine et d'une formation intellectuelle particulière. Le témoignage de Rodrigo Guerra Lopez, secrétaire de la commission pour l'Amérique latine dont Prevost fur Président, est ici intéressant : « J'ose dire une chose : à certains égards, [le pape Léon] connaît l'Amérique latine de manière plus complète que François lui-même. Dans quel sens ? Dans le sens où le monde dans lequel il a vécu est un monde où le métissage et la culture indigène sont très présents. L'Amérique latine n'est pas que cela, mais c'est aussi cela. Pour moi, en tant que secrétaire de la Commission, ce fût un miracle et c'est un miracle d'avoir le pape Léon car nous avons un pape qui comprend les entrailles de l'Amérique latine dans leur signification la plus profonde ».[7] Léon XIV possède une connaissance acquise dans la durée des réalités diocésaines péruviennes, des responsabilités de la vie religieuse et du fonctionnement de l'administration romaine, ce qui pourrait contribuer à orienter son approche vers les modalités concrètes de mise en œuvre des transformations ecclésiales, sans que l'on puisse encore déterminer dans quelle mesure cette expérience gouvernera ses futures décisions.

La géographie du déplacement mérite également d'être considérée pour elle-même, dans la mesure où les itinéraires pontificaux permettent de rendre visibles certaines réalités religieuses et sociales tout en organisant une hiérarchie implicite des priorités. L'Uruguay représente un contexte dans lequel l'Église doit exercer sa mission au sein d'une société historiquement sécularisée ; l'Argentine offre la possibilité de confronter l'héritage de François à une situation politique et économique fortement polarisée ; le Pérou, auquel est consacrée la plus longue étape, permet de rencontrer des formes diverses de catholicisme, depuis les institutions urbaines de Lima jusqu'aux communautés andines et amazoniennes.

Le programme officiel confirme cette diversité désormais classique des interlocuteurs puisque, au-delà des rencontres avec les autorités politiques et les épiscopats, le pape doit s'adresser aux milieux universitaires, au monde du travail, aux équipes synodales, aux communautés religieuses, aux jeunes et aux représentants des peuples amazoniens. Les rencontres prévues à l'Université catholique de l'Uruguay, à l'Université catholique argentine, avec les évêques du Pérou et à Pucallpa constituent ainsi autant d'occasions de préciser les rapports entre l'enseignement de l'Église, son organisation institutionnelle et sa contribution aux sociétés contemporaines. Il serait cependant réducteur de considérer ce déplacement comme une simple succession de visites nationales. Le continent latino-américain se trouve

[7]Élise Ann Allen, dans *Léon XIV. Pape missionnaire d'une Église mondialisée* (Monaco : Éditions du Rocher / Artège, 2025), cités par la page Facebook Chrétiens aujourd'hui – En chemin avec le pape Léon.

aujourd'hui au croisement de plusieurs évolutions qui concernent directement le catholicisme mondial, depuis les transformations de la démographie religieuse jusqu'aux nouvelles formes de mobilisation politique du christianisme, en passant par les conflits autour des ressources naturelles, les migrations et la concurrence accrue entre puissances extérieures.

La progression du protestantisme évangélique et pentecôtiste, ainsi que l'augmentation du nombre de personnes sans affiliation religieuse, modifient durablement les conditions d'existence de l'Église catholique. Selon les données publiées en janvier 2026 par le *Pew Research Center*, à partir d'enquêtes réalisées en 2024, les catholiques représentent désormais 58 % des adultes argentins et 67 % des adultes péruviens, tandis que les générations les plus jeunes témoignent de formes d'appartenance plus diversifiées. La transformation concerne aussi les pratiques et les modes de transmission, ce qui oblige les institutions catholiques à repenser leur présence éducative, sociale et pastorale, dans des sociétés où l'identification culturelle au catholicisme ne garantit plus l'adhésion religieuse[8].

Sur le plan géopolitique[9], la région est également confrontée à une reconfiguration des rapports de puissance, marquée par la permanence de l'influence américaine, l'extension de la présence économique chinoise et la recherche, par plusieurs gouvernements, de marges d'autonomie dans un système international fragmenté. Ces évolutions donnent une

[8] Sur les transformations du paysage religieux latino-américain, trois enquêtes complémentaires peuvent être mobilisées. La Corporación Latinobarómetro, *Informe 2024*, Santiago du Chili, 2024, chap. VII, « Los valores de los latinoamericanos », section 7.1, « La religión » :113, permet de mesurer les évolutions de longue durée des appartenances confessionnelles dans la région : entre 1995 et 2024, la proportion des personnes se déclarant catholiques est passée de 80 % à 54 %, tandis que celle des personnes sans affiliation religieuse progressait de 4 % à 19 %. L'étude du *Pew Research Center*, *Religion in Latin America: Widespread Change in a Historically Catholic Region*, Washington, 13 novembre 2014, analyse plus particulièrement la diversification confessionnelle, la progression du protestantisme évangélique et pentecôtiste, ainsi que les changements d'affiliation religieuse et leurs motivations. Enfin, Kirsten Lesage, Jonathan Evans, Manolo Corichi et Skylar Thomas, *Catholicism Has Declined in Latin America Over the Past Decade*, Washington, *Pew Research Center*, 21 janvier 2026, actualisent ces évolutions à partir d'une enquête réalisée en 2024 auprès de 6 234 adultes dans six pays latino-américains, en distinguant l'identification confessionnelle, les croyances et différentes pratiques religieuses, notamment la prière et la fréquentation des offices. Ces résultats appellent toutefois deux précautions méthodologiques : les évolutions de l'appartenance confessionnelle ne sauraient être assimilées à celles des croyances ou des pratiques religieuses, qui peuvent demeurer importantes en dehors des institutions confessionnelles ; par ailleurs, les six pays étudiés par Pew en 2026 ne sont pas représentatifs de l'ensemble du continent, dont les trajectoires nationales restent différenciées. Les données du *Latinobarómetro* et de *Pew*, issues de dispositifs d'enquête, de périmètres géographiques et de périodes distincts, doivent donc être considérées comme complémentaires plutôt que comme les éléments d'une série statistique homogène.

[9] Sur les recompositions géopolitiques contemporaines de l'Amérique latine, Christophe Ventura (coord. scientifique), *L'Amérique latine face aux défis mondiaux*, IRIS/Agence française de développement, 2026, ouvrage collectif consacré aux transformations démocratiques, aux modèles de développement, aux enjeux environnementaux et aux rivalités de puissances ; Carole Gomez et Christophe Ventura (dir.), « Les nouvelles voies de l'Amérique latine », *La Revue internationale et stratégique*, n° 111, automne 2018, qui replace ces évolutions dans le prolongement des transformations politiques et économiques des années 2000 ; Pascal Drouhaud, « Amérique latine. Défis, menaces et perspectives en 2026 », *Revue Défense Nationale*, n° 886, janvier 2026 :126-131, sur les orientations de la politique américaine, la concurrence chinoise et les enjeux sécuritaires ; Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), *Ruptures and Opportunities: Proposals for Latin America and the Caribbean to Thrive in the New Geopolitical Era*, Santiago, Nations unies, août 2026, qui examine les conséquences de la fragmentation de l'ordre international sur les stratégies de développement et les marges d'autonomie des pays latino-américains.

importance particulière aux questions du développement, de la souveraineté économique et de l'exploitation des ressources, notamment au Pérou, où les activités minières, les infrastructures logistiques et les enjeux environnementaux mettent en relation des acteurs locaux, des investisseurs internationaux et des institutions publiques dont les intérêts peuvent diverger. La doctrine sociale de l'Église constitue, dans ce contexte, un ensemble de références susceptibles d'alimenter une réflexion sur les conditions sociales et environnementales du développement, sans que le Saint-Siège ait à s'inscrire dans les oppositions entre puissances. Une telle position suppose toutefois que la diplomatie pontificale conserve une autonomie à l'égard des gouvernements et des différents mouvements politiques qui entendent mobiliser le christianisme au service de leurs propres projets.

L'Uruguay, une laïcité ancienne confrontée à la recherche de nouvelles médiations sociales

La première étape du voyage conduira Léon XIV dans un pays dont l'histoire religieuse se distingue sensiblement de celle de la plupart des sociétés latino-américaines. L'Uruguay a développé, dès la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, un modèle de laïcisation particulièrement affirmé, qui a progressivement limité la place institutionnelle de l'Église catholique dans l'organisation de l'État et contribué à construire une culture politique accordant une grande importance à la séparation des institutions publiques et des appartenances confessionnelles.

Cette évolution a trouvé une traduction constitutionnelle avec la séparation de l'Église et de l'État, devenue effective en 1919, tandis que l'article 5 de la Constitution actuelle affirme que l'État ne soutient aucune religion, tout en garantissant la liberté des cultes et en reconnaissant certaines dispositions patrimoniales et fiscales applicables aux institutions religieuses. Contrairement à l'Argentine et au Pérou, les rapports entre les autorités publiques et l'Église catholique ne sont donc pas structurés par un accord concordataire général attribuant à celle-ci une position institutionnelle comparable à celle qui existe dans les deux autres pays du voyage. Cette tradition de laïcité s'accompagne d'une sécularisation avancée de la société, dans laquelle le catholicisme ne constitue plus une référence collective dominante, même s'il conserve une présence à travers les diocèses, les paroisses, les établissements éducatifs et les œuvres sociales. La situation uruguayenne permet ainsi de mesurer une transformation essentielle du catholicisme latino-américain, dont l'avenir ne dépend plus seulement de sa capacité à maintenir ses institutions historiques, mais de sa faculté à intervenir dans l'espace public en acceptant les conditions d'un pluralisme religieux et philosophique désormais profondément installé. Sur le plan politique, l'arrivée de Yamandú Orsi à la présidence en mars

2025 a marqué le retour au pouvoir du *Frente Amplio*, coalition de gauche dont l'histoire témoigne elle-même de la diversité des rapports entre engagement chrétien et traditions progressistes. Le *Partido Demócrata Cristiano* appartient à cet ensemble politique, rappelant que la démocratie chrétienne latino-américaine n'a pas nécessairement suivi les orientations conservatrices auxquelles elle est parfois associée en Europe, et qu'elle a pu contribuer à l'émergence de mouvements de gauche démocratique, attentifs aux questions sociales et aux droits humains.

À l'inverse, certains secteurs de la droite uruguayenne, notamment autour de Cabildo Abierto, ont développé un discours associant patriotisme, ordre, conservatisme moral et valorisation des traditions nationales, dans lequel des références chrétiennes peuvent trouver leur place sans constituer pour autant le fondement exclusif du projet politique. La présence de ces sensibilités ne suffit pas à caractériser l'Uruguay comme un espace de nationalisme religieux comparable à d'autres pays du continent, tant la tradition laïque demeure structurante pour la définition de l'identité nationale. La position personnelle de Yamandú Orsi renforce cette singularité. Issu d'un environnement catholique, mais se définissant comme agnostique, le président reconnaît publiquement l'importance de la dimension spirituelle et de l'engagement social des institutions religieuses, notamment auprès des populations fragilisées. Cette attitude s'inscrit dans une conception de la laïcité qui n'implique pas nécessairement l'exclusion des acteurs religieux de la vie collective, mais suppose que leur intervention soit pensée dans un cadre pluraliste et non confessionnel.

Pour Léon XIV, l'Uruguay pourrait ainsi constituer un lieu de réflexion sur la manière dont l'Église entend exercer une responsabilité sociale dans des sociétés où elle ne dispose plus d'une légitimité institutionnelle héritée, et sur les formes de coopération qu'elle peut entretenir avec des gouvernements qui ne se reconnaissent pas dans ses références doctrinales. Le choix de rencontrer la communauté éducative à l'Université catholique de l'Uruguay et les habitants de Casavalle, quartier populaire de Montevideo, pourrait notamment permettre de relier la question de la transmission culturelle à celle de la cohésion sociale, en donnant à voir une présence catholique qui ne se limite pas à la défense de ses propres intérêts institutionnels.

L'Argentine, entre héritage catholique, polarisation politique et recomposition des références religieuses

La situation argentine présente des caractéristiques très différentes, liées à une histoire nationale dans laquelle le catholicisme a longtemps occupé une place importante dans la définition des rapports entre religion et État, mais également dans les conflits idéologiques et

les transformations des mouvements politiques. L'article 2 de la Constitution prévoit que le gouvernement fédéral soutient le culte catholique, tandis que l'accord conclu avec le Saint-Siège en 1966 garantit à l'Église une liberté institutionnelle importante, notamment dans l'organisation de ses structures et dans l'exercice de ses responsabilités religieuses.

Cette reconnaissance ne doit toutefois pas masquer la pluralité des traditions catholiques argentines, dont les engagements ont parfois été opposés au cours du XXe siècle. Le catholicisme nationaliste, certains courants conservateurs et les secteurs catholiques proches des régimes militaires ont coexisté avec des mouvements de défense des droits humains, des organisations de solidarité populaire, des communautés engagées dans les quartiers défavorisés et des traditions intellectuelles dont la théologie du peuple constitue l'une des expressions les plus originales. Cette diversité a fortement influencé le parcours de Jorge Mario Bergoglio et permet de comprendre que les rapports entre l'Église et le péronisme, les mouvements sociaux ou les gouvernements successifs n'aient jamais pu être ramenés à une relation simple entre une institution religieuse et un pouvoir politique.

L'élection de Javier Milei en décembre 2023 a introduit une configuration nouvelle, marquée par la volonté de transformer radicalement les politiques économiques et de réduire le rôle de l'État, dans un pays traversé par des crises financières récurrentes, de fortes inégalités et une polarisation politique durable. Les relations avec l'épiscopat argentin se caractérisent par une coopération institutionnelle qui n'exclut pas des tensions, notamment lorsque les évêques interviennent sur les conséquences sociales des politiques économiques, la situation des populations vulnérables ou les exigences de solidarité qui occupent une place centrale dans la doctrine sociale catholique. Le rapport personnel de Javier Milei à la religion ajoute une dimension particulière à cette situation. Issu d'un environnement catholique, le président argentin manifeste un intérêt public et soutenu pour le judaïsme, entretient des relations avec plusieurs autorités rabbiniques et mobilise régulièrement les références judéo-chrétiennes dans sa conception de la civilisation occidentale, tout en faisant de son soutien à Israël l'une des orientations visibles de sa politique étrangère. Cette configuration le distingue des figures traditionnelles du nationalisme catholique argentin, dont le projet reposait davantage sur l'association entre identité nationale, catholicisme et ordre politique.

Il ne faudrait cependant pas en conclure à l'absence de mobilisation politique du religieux dans l'Argentine contemporaine. Les débats sur l'avortement, les politiques familiales, les transformations des normes de genre et la place des valeurs traditionnelles ont favorisé des rapprochements entre certains milieux catholiques et évangéliques conservateurs, sans que ceux-ci constituent pour autant un ensemble politiquement homogène. La présence de

sensibilités religieuses au sein des coalitions de droite s'inscrit ainsi dans une recomposition plus vaste des conservatismes latino-américains, où les références au christianisme peuvent être associées à une défense culturelle de l'Occident, à un discours sur les libertés individuelles ou à une critique des mouvements progressistes. Dans ce contexte, la distinction entre démocratie chrétienne et conservatisme religieux mérite d'être soulignée. La tradition démocrate-chrétienne argentine, historiquement liée à la doctrine sociale de l'Église et à une réflexion sur la justice et les institutions démocratiques, ne se confond pas avec le libertarianisme économique de Milei, même lorsque certains acteurs partagent des positions conservatrices sur les questions sociétales. Les divergences relatives au rôle de l'État, à la solidarité et à la régulation économique montrent que l'appartenance à un univers de références chrétiennes n'implique pas nécessairement l'adhésion à une même conception de l'ordre social.

La visite de Léon XIV revêtira enfin une signification particulière en raison de l'absence de François de son pays natal pendant son pontificat. Le pape rencontrera une Église dont la mémoire de Bergoglio demeure centrale, mais dont les relations avec le pouvoir politique et les différentes sensibilités catholiques restent traversées par les débats qui ont marqué son gouvernement à Rome.

La rencontre avec le monde du travail à l'Université catholique argentine, celle avec les responsables des communautés chrétiennes et des traditions religieuses, puis les vêpres célébrées avec les évêques et les équipes synodales pourraient permettre à Léon XIV d'aborder les rapports entre justice sociale, dialogue interreligieux et transformation des institutions ecclésiales, dans un pays où ces questions possèdent une résonance politique immédiate. Il sera particulièrement intéressant d'observer si le pape entend dissocier la défense d'une identité chrétienne de l'engagement pour le bien commun, ou plutôt rappeler que les références chrétiennes ne trouvent leur pleine signification, du point de vue du magistère, que dans les responsabilités sociales et politiques qu'elles impliquent.

Le Pérou, entre catholicisme majoritaire, crise de la représentation politique et affirmation des droites chrétiennes

La dernière étape, la plus longue du déplacement, constitue sans doute celle où les dimensions personnelles, ecclésiales et géopolitiques se trouveront le plus directement associées. Le Pérou occupe une place particulière dans la trajectoire de Léon XIV, qui y a exercé une large part de son ministère et y a acquis une connaissance des réalités locales, des populations et des structures diocésaines dont aucun de ses prédécesseurs immédiats ne disposait à un degré comparable.

Cette proximité ne signifie cependant pas que les relations entre l'Église et la société péruvienne soient dépourvues de tensions. Le catholicisme y conserve une influence historique importante, que la Constitution de 1993 reconnaît explicitement en faisant de l'Église catholique un élément de la formation historique, culturelle et morale du pays, tandis que l'accord conclu entre le Saint-Siège et le Pérou en 1980 organise les conditions de leur coopération tout en affirmant l'indépendance et l'autonomie de l'institution ecclésiale.

Ce cadre institutionnel privilégié ne doit toutefois pas conduire à assimiler le catholicisme péruvien à la seule proximité avec le pouvoir central. Les diocèses, les congrégations religieuses, les universités et les organisations sociales ont développé des formes d'engagement très diverses, notamment auprès des populations andines et amazoniennes, dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la défense des droits humains et de la protection de l'environnement. Ces réseaux jouent un rôle d'autant plus important que l'État péruvien demeure confronté à de fortes inégalités territoriales et à une fragilité institutionnelle qui limite sa capacité d'intervention dans certaines régions.

La situation politique est marquée par une décennie de crises successives, au cours de laquelle les conflits entre l'exécutif et le Parlement, les affaires de corruption et la contestation des institutions ont profondément affecté la confiance des citoyens. L'élection de Keiko Fujimori à la présidence en 2026, après un scrutin particulièrement disputé, intervient dans ce contexte de fragmentation politique, auquel s'ajoutent les difficultés liées à la criminalité organisée, aux inégalités sociales et aux tensions persistantes entre Lima et plusieurs régions andines.

La question religieuse occupe une place particulière dans cette configuration. Contrairement à l'Uruguay, où la droite chrétienne demeure relativement limitée, ou à l'Argentine, où les références religieuses se trouvent intégrées à des traditions politiques diverses, le Pérou connaît l'affirmation de mouvements qui revendiquent explicitement une identité chrétienne conservatrice. *Renovación Popular*, autour de Rafael López Aliaga, constitue l'une des expressions de cette évolution, en associant la défense de la famille, l'opposition à certaines transformations sociétales, la valorisation de l'autorité et des références chrétiennes présentées comme constitutives de l'identité nationale.

Cette évolution accompagne une recomposition du champ religieux, dans laquelle les mobilisations conservatrices ne reposent plus exclusivement sur des réseaux catholiques, mais peuvent s'appuyer sur des alliances avec des organisations évangéliques, particulièrement actives dans les débats relatifs aux politiques familiales, à l'éducation et aux questions de genre. Il s'agit d'un phénomène dont la portée dépasse le Pérou et qui invite à distinguer les traditions historiques de démocratie chrétienne, construite autour de la

doctrine sociale et de la participation aux institutions démocratiques, des formes plus récentes de mobilisation religieuse qui font de l'identité chrétienne un instrument de définition de la nation et de délimitation des appartenances politiques.

La trajectoire personnelle de Keiko Fujimori témoigne de cette transformation. Se présentant comme catholique et donnant une visibilité importante à sa pratique religieuse, notamment depuis ses périodes de détention provisoire, elle a multiplié les gestes publics d'affirmation de sa foi et de rapprochement avec des milieux chrétiens conservateurs, tout en entretenant des relations avec des organisations évangéliques. Ces initiatives ne suffisent pas à faire du fujimorisme un mouvement confessionnel, mais elles montrent que la référence religieuse peut constituer une ressource politique dans une société où le christianisme conserve une forte valeur d'identification collective. Le problème posé à l'Église péruvienne est dès lors celui de son autonomie à l'égard de ces différentes appropriations politiques du religieux, alors même que son inscription historique dans les institutions nationales peut favoriser des relations étroites avec les autorités gouvernementales. La Conférence épiscopale est appelée à entretenir une coopération régulière avec l'État, en particulier dans la préparation du voyage pontifical, sans que cette collaboration puisse être interprétée comme une adhésion aux orientations politiques du pouvoir. Les questions de justice sociale, de corruption, de réconciliation nationale et de protection des populations marginalisées constituent autant de domaines dans lesquels cette autonomie peut se manifester.

L'itinéraire péruvien de Léon XIV possède, à cet égard, une signification particulière. Lima représente le centre politique et institutionnel, mais les étapes de Chiclayo, de Cusco et de Pucallpa introduisent des réalités plus diversifiées, depuis les espaces de son ancien ministère épiscopal jusqu'aux traditions de religiosité populaire des communautés andines et aux problématiques propres à l'Amazonie. Le passage par Cusco, notamment à travers une rencontre avec les représentants de la piété populaire à Saqsaywaman, et celui de Pucallpa, consacré aux missionnaires et aux peuples amazoniens, permettent de dépasser une représentation exclusivement institutionnelle du catholicisme péruvien pour rendre visibles les relations entre cultures locales, pratiques religieuses et transformations sociales. La présence pontificale en Amazonie s'inscrit également dans le prolongement du Synode de 2019 et de l'exhortation *Querida Amazonia*, par lesquels François avait fait de cette région un espace de réflexion concernant l'ensemble de l'Église. Les enjeux de l'inculturation, de la reconnaissance des peuples autochtones, de l'exploitation des ressources naturelles et de la présence pastorale dans des territoires caractérisés par la dispersion des communautés demeurent largement ouverts. Pour Léon XIV, la question sera moins de reprendre

symboliquement ces préoccupations que de montrer comment elles peuvent trouver des prolongements institutionnels et pastoraux dans les Églises locales.

Cette dimension est également importante sur le plan géopolitique. Le développement des activités extractives, les investissements étrangers, l'extension des infrastructures et les tensions entre les exigences du développement économique et la protection des populations introduisent des conflits dans lesquels les institutions catholiques peuvent intervenir comme acteurs de médiation, de solidarité ou de défense des droits. La présence de la Chine dans l'économie péruvienne, l'importance des relations avec les États-Unis et la place des marchés internationaux dans l'exploitation des ressources rappellent que les enjeux amazoniens ne relèvent pas seulement des politiques nationales, mais s'inscrivent dans des chaînes de dépendance économique et des rapports de puissance transnationaux.

Le retour de Léon XIV au Pérou pourrait donc permettre d'articuler plusieurs dimensions de son expérience, depuis la connaissance des communautés locales jusqu'à la réflexion sur la responsabilité sociale de l'Église, en passant par les conditions d'un dialogue avec les autorités politiques qui préserve l'autonomie de l'institution religieuse. Dans un contexte où certains mouvements revendiquent une identité nationale chrétienne, l'affirmation de la vocation universelle de l'Église et de son attention aux populations marginalisées pourrait également contribuer à rappeler que l'appartenance catholique ne saurait être réduite à une identification politique ou culturelle particulière.

Les universités catholiques dans le voyage latino-américain de Léon XIV : des institutions éducatives aux acteurs de la vie sociale et politique

Le programme du voyage de Léon XIV en Amérique latine accorde une place significative aux universités catholiques, avec trois rencontres expressément prévues dans des établissements d'enseignement supérieur, en Uruguay, en Argentine et au Pérou, dont le choix ne semble pas uniquement déterminé par les possibilités d'accueil offertes par ces institutions, mais renvoie également à leur insertion dans des configurations nationales très différentes et, plus largement, à la place occupée par l'enseignement supérieur catholique dans les transformations sociales, intellectuelles et politiques du continent. L'intérêt de ces rencontres tient aussi à ce qu'elles permettent d'observer une dimension souvent moins visible de la présence internationale du catholicisme, qui ne repose pas exclusivement sur les relations entre le Saint-Siège, les gouvernements et les conférences épiscopales, mais également sur un ensemble d'institutions de formation et de recherche qui disposent de leurs propres ressources intellectuelles, entretiennent des relations avec les responsables économiques et

politiques et participent, à travers leurs réseaux nationaux et internationaux, à la circulation des savoirs, des élites et des modèles d'action sociale.

Trois universités, trois situations nationales

En Uruguay, Léon XIV rencontrera, le 7 novembre, les représentants de la communauté éducative à *l'Universidad Católica del Uruguay*, fondée en 1985 à l'initiative de la Conférence épiscopale et confiée à la Compagnie de Jésus. Première université privée du pays, elle représente une institution particulièrement significative dans une société où la laïcisation de l'enseignement et la séparation historique de l'Église et de l'État ont longtemps limité les possibilités de développement d'un enseignement supérieur catholique. Présente à Montevideo, Salto et Punta del Este, elle accueille aujourd'hui plus de 7 000 étudiants, contre quelques centaines lors de sa création, et constitue un exemple de la manière dont une institution confessionnelle peut progressivement acquérir une place reconnue dans un système universitaire pluraliste. Cette visite présente également une dimension historique, puisque Jean-Paul II avait rencontré la communauté universitaire en 1988, trois années seulement après l'ouverture de l'établissement.

La situation argentine est différente. La *Pontificia Universidad Católica Argentina* (UCA), où le pape rencontrera le monde du travail le 9 novembre, a été fondée en 1958 par l'épiscopat argentin et occupe une place importante dans le système national d'enseignement supérieur privé. Forte de plus de 20 000 étudiants et de plusieurs implantations, notamment à Buenos Aires, Rosario, Mendoza et Paraná, elle participe depuis plusieurs décennies à la formation de cadres économiques, de juristes, de professionnels et de responsables de la vie publique. Son influence ne se limite cependant pas à cette fonction éducative, dans la mesure où elle s'est également dotée d'instruments de recherche qui lui permettent d'intervenir dans les débats nationaux, au premier rang desquels figure *l'Observatorio de la Deuda Social Argentina*, créé en 2001, dont les enquêtes sur la pauvreté, les inégalités, l'emploi et les conditions de vie constituent des références régulièrement mobilisées dans les discussions relatives aux politiques économiques et sociales. Le choix de cette université pour une rencontre consacrée au travail possède donc une portée particulière, dans un pays où les orientations économiques du gouvernement de Javier Milei suscitent des débats importants sur les conséquences sociales des politiques de réduction des dépenses publiques et sur les transformations du marché de l'emploi. Les travaux de l'Observatoire de la dette sociale, dont les résultats sont régulièrement discutés par les responsables politiques et les organisations sociales, donnent à l'université une capacité d'intervention publique qui ne dépend pas uniquement des prises de position de la hiérarchie catholique et qui repose également sur la production d'une

expertise scientifique reconnue. La rencontre pontificale pourrait ainsi permettre d'articuler de manière globale les préoccupations traditionnelles de la doctrine sociale de l'Église, notamment les questions de santé et du handicap[10], de la dignité du travail et la justice sociale, avec les transformations contemporaines de l'économie argentine, tout en soulignant la contribution propre des institutions universitaires à l'élaboration du débat public.

Au Pérou, la rencontre du 13 novembre avec la communauté universitaire de l'*Universidad Católica Santo Toribio de Mogrovejo* (USAT), à Chiclayo, présente une dimension plus directement personnelle et ecclésiale. Fondée en 1998 à l'initiative de l'évêque Ignacio María de Orbegozo, cette université est étroitement liée au diocèse dont Robert Francis Prevost a été l'évêque entre 2015 et 2023 et dont il a accompagné les activités universitaires en qualité de grand chancelier. Contrairement aux grands établissements catholiques de Lima, dont certains occupent une position importante dans la formation des élites nationales, l'USAT représente une université régionale dont le développement s'inscrit dans les besoins éducatifs et sociaux de la région de Lambayeque, à travers la formation professionnelle, les activités de recherche et les services rendus à la société locale. Ce lien personnel est d'autant plus significatif que l'université a publié en 2025 un ouvrage consacré aux interventions et aux enseignements de celui qui allait devenir Léon XIV, *León XIV en la universidad: Legado de fe y vida académica en la USAT*.

L'enseignement supérieur catholique, une infrastructure intellectuelle et sociale à l'échelle continentale

Ces trois établissements ne représentent cependant qu'une partie d'un ensemble beaucoup plus vaste d'universités catholiques qui ont joué un rôle important dans l'histoire politique, intellectuelle et sociale de l'Amérique latine. Leur influence doit être replacée dans la longue durée, depuis les institutions universitaires issues de l'époque coloniale jusqu'aux établissements fondés au cours des XIXe et XXe siècles, souvent à l'initiative des épiscopats ou des congrégations religieuses, dans des contextes marqués par les conflits entre les États libéraux et l'Église, puis par les transformations économiques, les dictatures militaires et les transitions démocratiques.

Dans plusieurs pays, les universités catholiques figurent parmi les principaux établissements de formation et de recherche, notamment au Chili, au Pérou, en Colombie, au Brésil, au Mexique et en Argentine, avec des institutions telles que la *Pontificia Universidad Católica de*

[10] Quentin Finelli, « “La crainte des images et des paroles du Pape” : pourquoi existe-t-il des tensions autour du voyage du Pape Léon XIV en Argentine ? », *Tribune Chrétienne*, 28 octobre 2026 https://tribunechretienne.com/la-crainte-des-images-et-des-paroles-du-pape-pourquoi-existe-t-il-des-tensions-autour-du-voyage-du-pape-leon-xiv-en-argentine/

Chile, la *Pontificia Universidad Católica del Perú*, la *Pontificia Universidad Javeriana* de Bogotá, la *Pontifícia Universidade Católica do Rio de Janeiro* ou encore *l'Universidad Iberoamericana* de Mexico. Le poids de ces établissements varie considérablement selon les systèmes nationaux, mais leur présence contribue à donner au catholicisme une capacité d'intervention dans les domaines scientifiques, sociaux et culturels qui dépasse largement le cadre de l'action pastorale. Cette capacité d'influence ne doit toutefois pas être confondue avec une homogénéité idéologique ou doctrinale. Les universités catholiques latino-américaines relèvent de traditions institutionnelles différentes, certaines étant confiées à des congrégations religieuses, notamment jésuites, d'autres dépendant plus directement des conférences épiscopales ou des diocèses, tandis que leurs communautés universitaires peuvent être traversées par des sensibilités intellectuelles, sociales et politiques parfois opposées. Elles ont ainsi participé, selon des modalités diverses, aux débats sur la théologie de la libération, les droits humains, les modèles économiques, les politiques éducatives ou encore les transitions démocratiques, sans que leurs positions puissent être assimilées mécaniquement à celles des gouvernements ou des autorités ecclésiastiques nationales. Leur rôle tient également à la possibilité de maintenir des relations internationales durables, à travers les mobilités étudiantes et professorales, les programmes de recherche, les échanges scientifiques et les coopérations institutionnelles. Ces réseaux contribuent à préserver des formes de circulation intellectuelle entre les sociétés latino-américaines, mais également entre celles-ci et d'autres régions du monde, y compris dans des périodes caractérisées par des tensions diplomatiques ou par des alternances politiques importantes. Cette dimension apparaît notamment dans le développement d'observatoires universitaires et de réseaux de recherche consacrés aux transformations sociales du continent. L'Observatoire de la dette sociale de l'UCA participe ainsi à une dynamique plus large, celle de la *Red de Observatorios de la Deuda Social en Universidades Católicas de América Latina*, qui cherche à produire des connaissances comparatives sur les inégalités et le développement humain. L'existence de ces dispositifs témoigne de la possibilité, pour les institutions catholiques, de contribuer à la définition des problèmes publics et à l'élaboration des politiques sociales à partir d'une expertise académique, et non seulement à travers des interventions doctrinales ou pastorales.

L'Organización de Universidades Católicas de América Latina y el Caribe (ODUCAL), expression institutionnelle d'un réseau universitaire continental

C'est dans cette perspective qu'il convient de rappeler le rôle de *l'Organización de Universidades Católicas de América Latina y el Caribe* (ODUCAL), constituée en septembre 1953 à Santiago du Chili, lors d'une rencontre de recteurs d'universités catholiques latino-américaines organisée à la *Pontificia Universidad Católica de Chile*. Sa création précède les

grandes conférences de Medellín et de Puebla et témoigne de l'existence ancienne d'une volonté de coopération universitaire à l'échelle continentale, dans un contexte où les établissements catholiques cherchaient à renforcer leur place dans des systèmes éducatifs en développement et à répondre aux transformations politiques et sociales de l'après-guerre.

Le fait que trois universités catholiques soient directement associées au programme du voyage ne relève donc pas seulement de la reconnaissance de leur importance locale, mais peut également être interprété comme une attention portée à une composante du catholicisme latino-américain dont la capacité d'action dépasse largement les dimensions proprement religieuses. Dans des sociétés confrontées à la sécularisation, aux transformations du travail, à la polarisation politique et aux défis du développement, ces institutions constituent des espaces où peuvent être articulées les exigences de formation, de recherche et de responsabilité sociale, tout en contribuant à maintenir des relations internationales durables. Cette présence universitaire pourrait enfin prendre une signification particulière dans la définition progressive du pontificat de Léon XIV. Alors que François avait fortement insisté sur les périphéries, les mouvements populaires et les transformations pastorales de l'Église, son successeur pourrait accorder une attention plus explicite aux institutions capables de donner une traduction durable à la doctrine sociale, à la formation des responsables et à la recherche de réponses collectives aux transformations contemporaines. Il ne faudrait pas pour autant opposer ces deux orientations, d'autant que le Pacte éducatif global lancé par François avait déjà souligné l'importance des universités et des institutions éducatives, mais plutôt observer la manière dont Léon XIV, qui a reçu les membres de l'ODUCAL à Rome[11], entend articuler cet héritage avec sa propre expérience du gouvernement ecclésial et avec les défis posés par les transformations technologiques et sociales.

Le voyage latino-américain permettra ainsi d'examiner une dimension essentielle de l'action internationale du catholicisme, qui tient moins à la seule visibilité de la parole pontificale qu'à l'existence d'un ensemble de structures universitaires capables de produire des connaissances, de former des responsables, d'intervenir dans les débats publics et d'entretenir des réseaux de coopération au-delà des frontières nationales. Dans cette

[11] Le pape Léon XIV a reçu les représentants et membres de l'ODUCAL le vendredi 31 octobre 2025, dans la salle Clémentine du Palais apostolique, au Vatican, à l'occasion du Jubilé du monde éducatif. Cette audience a réuni plus d'une centaine de représentants des universités catholiques d'Amérique latine et des Caraïbes, notamment des recteurs et responsables universitaires. Le pape a notamment salué le président de l'ODUCAL, le père Anderson Antonio Pedroso, S.J. et membre du conseil d'administration de la Fédération internationale des universités catholiques (FIUC). Dans son discours, Léon XIV a insisté sur trois dimensions fondamentales de l'enseignement supérieur catholique : former des intelligences dotées d'esprit critique, des cœurs croyants et des citoyens engagés en faveur du bien commun. Léon XIV, « Discours aux membres de l'Organisation des universités catholiques d'Amérique latine et des Caraïbes (ODUCAL) », Vatican, 31 octobre 2025.

perspective, les rencontres prévues en Uruguay, en Argentine et au Pérou peuvent être considérées comme autant d'occasions de préciser la place de l'enseignement supérieur catholique dans la conception que Léon XIV entend progressivement donner à la mission sociale et internationale de l'Église.

CONCLUSION : UN VOYAGE POUR PRÉCISER LES ORIENTATIONS D'UN PONTIFICAT ENCORE EN COURS DE DÉFINITION ?

Au-delà des enjeux propres aux trois pays visités, ce déplacement intervient à un moment où la question de l'identité du pontificat de Léon XIV demeure ouverte, non pas en raison d'une absence de prises de position doctrinales ou d'interventions publiques, mais parce que les orientations déjà exprimées ne permettent pas encore de saisir complètement la manière dont le nouveau pape entend organiser les différents héritages qu'il a reçus et les traduire dans un programme cohérent de gouvernement de l'Église. La comparaison avec François est ici particulièrement éclairante. Quelques mois après son élection, le pape argentin avait publié *Evangelii gaudium*, texte dont la portée dépassait largement celle d'une exhortation consacrée à l'évangélisation puisqu'il proposait une véritable interprétation des transformations attendues de l'Église, de ses institutions et de ses relations avec le monde contemporain. L'importance accordée aux périphéries, à la conversion missionnaire et à la critique de l'autoréférentialité ecclésiale constituait un ensemble suffisamment cohérent pour fournir, dès le début du pontificat, une grille de lecture des décisions et des déplacements ultérieurs.

Léon XIV a emprunté une voie différente. Ses premières interventions ont confirmé la volonté de poursuivre plusieurs orientations de son prédécesseur, notamment la synodalité, la dimension missionnaire de l'Église et l'attention aux plus pauvres, tandis que l'exhortation *Dilexi te*, publiée en octobre 2025, et l'encyclique *Magnifica Humanitas*, consacrée en mai 2026 à la protection de la personne humaine à l'ère de l'intelligence artificielle, ont permis de préciser certaines dimensions de son enseignement social. Il serait cependant excessif de voir dans ces textes l'équivalent d'un programme général de transformation ecclésiale, dans la mesure où le premier reprend largement un projet préparé par François et où le second, malgré sa portée anthropologique et institutionnelle, s'inscrit dans une réflexion spécifique sur les transformations technologiques contemporaines. Cette situation peut être interprétée à partir de l'expérience personnelle du nouveau pape. Son parcours de supérieur religieux, d'évêque diocésain et de responsable du Dicastère pour les évêques lui a donné une

connaissance approfondie des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des orientations pastorales et des réformes institutionnelles, ce qui pourrait le conduire à privilégier une méthode de gouvernement attentive aux équilibres internes de l'Église et aux conditions concrètes de réception des décisions romaines. La prudence relative qui caractérise encore la définition publique de son projet ne traduirait pas nécessairement une hésitation doctrinale, mais pourrait correspondre à une volonté de consolider certains processus avant de leur donner une traduction institutionnelle plus explicite.

L'intérêt de l'encyclique *Magnifica Humanitas* tient notamment à la manière dont elle relie la dignité humaine, la responsabilité collective et les conditions d'exercice du pouvoir, en présentant la doctrine sociale de l'Église comme une ressource pour le discernement des transformations contemporaines, mais également comme une exigence susceptible de s'appliquer aux pratiques institutionnelles de l'Église elle-même. Cette perspective permet d'envisager une articulation entre la réflexion sociale, l'ecclésiologie de communion et les transformations du gouvernement ecclésial, dont la portée pourrait devenir plus visible au cours des prochaines années.

La formation augustinienne de Léon XIV ajoute une dimension particulière à cette hypothèse, dans la mesure où elle accorde une importance notable à la communauté, aux relations entre ses membres et à la recherche d'une unité qui ne suppose pas nécessairement l'effacement des différences. Dans cette perspective, la communion pourrait constituer un principe organisateur de son pontificat, susceptible de prolonger les orientations missionnaires et synodales de François tout en déplaçant l'attention vers les conditions institutionnelles et sociales de leur mise en œuvre. Il conviendra toutefois de vérifier si cette notion occupe effectivement une place structurante dans ses interventions et dans ses décisions, plutôt que de la déduire de sa seule appartenance à l'ordre de Saint-Augustin.

Le voyage latino-américain présente précisément l'intérêt de confronter ces orientations à des situations dans lesquelles les rapports entre catholicisme, société et pouvoir politique diffèrent profondément. En Uruguay, la question sera celle de la présence d'une Église historiquement influente dans une société désormais très sécularisée ; en Argentine, celle de son autonomie à l'égard des recompositions politiques et des mobilisations contemporaines des références chrétiennes ; au Pérou, celle de la relation entre une institution religieuse encore fortement inscrite dans l'histoire nationale, des mouvements politiques revendiquant explicitement leur identité chrétienne et des communautés locales dont les préoccupations sociales, culturelles et environnementales ne peuvent être réduites aux débats du pouvoir central.

Cette diversité devrait également permettre d'observer la manière dont Léon XIV entend situer la doctrine sociale catholique face à des orientations politiques parfois éloignées de ses principes, sans pour autant assimiler la mission de l'Église à celle d'une opposition politique. L'évolution des droites chrétiennes et l'affirmation de nouveaux nationalismes religieux constituent ici un enjeu particulièrement important, dans la mesure où la référence au christianisme est de plus en plus mobilisée par des mouvements qui entendent redéfinir les appartenances nationales, les normes sociales et les frontières de la communauté politique. Pour le Saint-Siège, la difficulté consiste à maintenir une distinction entre la contribution légitime des convictions religieuses au débat public et leur appropriation par des projets qui tendent à identifier une tradition confessionnelle à une identité nationale exclusive.

Le déplacement permettra enfin d'évaluer la place que Léon XIV entend accorder aux Églises locales et aux réseaux catholiques transnationaux dans la formulation et la mise en œuvre de ses orientations. Les universités, les congrégations religieuses, les institutions sociales, les mouvements de laïcs et les organisations engagées dans la défense des droits humains ou dans les questions environnementales constituent des ressources dont l'influence dépasse largement les relations diplomatiques entre le Saint-Siège et les gouvernements. Leur capacité à maintenir des relations de coopération au-delà des alternances politiques, et parfois malgré les oppositions idéologiques, contribue à faire du catholicisme un acteur durable des relations internationales, indépendamment de la visibilité immédiate des interventions pontificales.

On aurait donc tort d'attendre nécessairement du voyage de novembre 2026 un discours-programme comparable à celui que François avait formulé au début de son pontificat, mais il serait tout aussi réducteur de n'y voir qu'une manifestation de continuité pastorale et de fidélité à son expérience péruvienne. La succession des rencontres avec les épiscopats, les équipes synodales, les universitaires, les travailleurs et les communautés amazoniennes devrait permettre de mieux comprendre la place que Léon XIV entend donner à la doctrine sociale, à la communion ecclésiale et aux institutions intermédiaires dans une Église confrontée simultanément à la diversification religieuse, à la fragmentation politique et aux transformations de l'ordre international.

L'une des interrogations centrales de ce déplacement concerne dès lors le passage d'un héritage doctrinal et pastoral à une méthode de gouvernement. François avait largement contribué à modifier les priorités et les représentations de l'Église universelle en accordant une place nouvelle aux périphéries et aux acteurs longtemps situés à la marge de ses dispositifs de décision. Canoniste, Léon XIV pourrait chercher à donner à cet héritage une stabilité institutionnelle et une cohérence théologique nouvelles, en s'appuyant sur sa

connaissance des Églises locales et sur une conception de la communion attentive aux conditions de construction du bien commun.

La portée de ce voyage ne pourra donc être appréciée uniquement à partir des déclarations diplomatiques ou des rencontres avec les dirigeants politiques. Elle dépendra également de la manière dont le pape choisira de faire dialoguer les différentes expériences du catholicisme latino-américain et, surtout, de la place qu'il leur donnera dans la définition progressive de son pontificat. À cet égard, le retour de Léon XIV au Pérou revêt une signification particulière, puisqu'il conduit celui qui a longtemps exercé une responsabilité pastorale locale à retrouver ces mêmes communautés en assumant désormais une responsabilité universelle. La manière dont il articulera ces deux expériences pourrait fournir une indication importante sur sa conception de l'Église et sur les orientations qu'il entend donner à son gouvernement.



IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.